

PERMANENCE PENALE

ET PALAIS

DU BARREAU

DE MONTPELLIER

REGLEMENT INTERIEUR

TABLE DES MATIERES

I REGLEMENT INTERIEUR

1. LE COORDINATEUR	p 4
Désignation	
Missions	
Cahier de permanence	
Désignations	
Formation des observateurs	
2. L'INTERVENANT	p 6
Désignation	
Formation	
Mission	
3. L'OBSERVATEUR	p 8
4. RAPPORT AVEC LE CLIENT	p 8
5. RAPPORT AVEC LES CONFRERES	p 9
6. DESIGNATION EN MATIERE CRIMINELLE	p 9
7. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE MINEURS	p 10
8. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE ETRANGERS	p 10
9. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE SOINS SANS CONSENTEMENT	p 11
10. PROCEDURE ADOPTEE EN CAS D'INOBSERVATION DU REGLEMENT	p 12

**PERMANENCE PENALE ET PALAIS
DU
BARREAU DE MONTPELLIER**

Le Barreau de Montpellier a décidé d'organiser la permanence palais de façon à améliorer le bon fonctionnement de la justice et à garantir à tout justiciable, et quelle que soit sa situation de fortune, un accès à une défense de qualité.

Cette organisation s'inscrit dans le cadre du protocole article 91.

Le Bâtonnier procède, dans le cadre de son imperium, à la désignation au titre de la commission d'office des différents intervenants de la permanence sur proposition de la commission pénale.

Cette désignation est personnelle.

Les avocats souhaitant participer à cette permanence se manifestent auprès des services de l'Ordre en charge de la permanence pénale et palais.

Les désignations se faisant au titre de la commission d'office, le Bâtonnier ne saurait en aucun cas être tenu par les desiderata exprimés.

De la même manière, aucune défection ne pourra être acceptée en dehors des cas de force majeure.

Chaque mois de permanence est partagé en modules de deux ou trois jours, comme suit:

- samedi, dimanche, lundi
- mardi, mercredi
- jeudi, vendredi

Pour chaque module, l'équipe est désignée, composée de :

- un coordinateur
- quatre intervenants permanence majeurs
- deux intervenants permanence mineurs
- deux intervenants permanence étrangers
- un intervenant permanence soins sans consentement

Le nombre d'intervenants pourra être augmenté en cas de nécessité.

Une liste de confrères volontaires pour intervenir en tant que renfort est mise en place afin de palier à d'éventuelles difficultés.

L'intervenant de renfort est astreint à la même disponibilité que l'intervenant de permanence et doit répondre sans délai à toute demande du .

A chaque équipe peuvent être adjoints deux observateurs permanence majeurs, et un observateur pour chaque autre permanence.

1. LE COORDINATEUR

Le coordinateur est indemnisé forfaitairement par l'Ordre en fonction du nombre de modules accomplis au titre de la permanence pénale, sur les fonds perçus dans le cadre du protocole article 91.

1.1 Désignation

Les coordinateurs sont désignés pour une période de deux ans par le Bâtonnier sur proposition de la commission pénale.

A cet effet, la commission pénale arrête, tous les deux ans, après audition de l'ensemble des candidats, une liste de 9 coordinateurs et des coordinateurs en réserve.

Un appel à candidature est publié un mois avant la date limite de dépôt des candidatures.

Peuvent être candidats à cette fonction les confrères ayant déjà exercé la mission d'intervenant dans le cadre de la permanence pénale (majeurs ou mineurs) au minimum pendant cinq ans.

Le mandat de coordinateur est renouvelable.

1.2 Missions

Le coordinateur est présent au palais a minima le matin pour faire le point avec la chaîne pénale, et en début d'après-midi pour répartir les dossiers entre les différents intervenants et confier les observateurs aux intervenants.

Il a pour mission première de centraliser l'ensemble des demandes d'intervention, les répartir entre les intervenants, et s'assurer du bon déroulement de la journée de permanence.

Il veille tout particulièrement à l'équilibre des interventions : instructions correctionnelles et criminelles d'une part, et audiences d'autre part.

Afin de rendre compte de l'assiduité et de l'implication des observateurs confiés aux intervenants, il recueille auprès de ceux-ci leurs observations.

Le coordinateur ne peut être de permanence pendant sa période de coordination.

1.2.1 *Cahier de la permanence*

Le coordinateur retrace les événements essentiels de la permanence sur un cahier, et notamment les désignations auxquelles il a procédé, ainsi que les incidents éventuellement rencontrés.

Le cahier doit pouvoir renseigner avec précision le nom de l'avocat intervenu, celui du justiciable et la juridiction concernée.

Tout incident lié au comportement ou à l'indisponibilité des confrères intervenant ou des observateurs dans le cadre de la permanence sera signalé par courrier au président(e) de la commission pénale.

Ce cahier est remis, en même temps que le téléphone portable de la permanence, d'un coordinateur à l'autre en fonction du déroulement des modules de permanence.

1.2.2 Désignations

Il procède aux désignations et règle tout litige ou tout incident qui pourrait survenir avec les magistrats, les greffiers et personnels des juridictions, mais également entre confrères, intervenant ou non dans le cadre de la permanence, dès lors que la permanence lui paraît concernée et en rend compte au Bâtonnier et au Président(e) de la commission pénale.

Il désigne en priorité les avocats de permanence spécifiquement affectés à chaque permanence et doit demeurer disponible pour assurer la coordination.

En cas d'indisponibilité des avocats de permanence, il désignera en priorité les avocats inscrits sur la liste de renfort de la permanence spécifique, à défaut, la liste de renfort, à défaut, un intervenant inscrit à la permanence.

Le coordinateur doit prendre connaissance la veille de sa permanence des désignations auxquelles il a déjà été procédées et du planning des audiences établi et mis à disposition sur le site internet de la permanence afin d'anticiper toute éventuelle difficulté d'emploi du temps.

Il recueille tout renseignement sur les dossiers afin d'effectuer les désignations en fonction de leur difficulté et, le cas échéant, des conflits d'intérêts.

Il donne à ce titre à l'intervenant qu'il désigne toute instruction et tout conseil qu'il estime nécessaires.

L'avocat ainsi désigné reste cependant entièrement libre dans l'exercice de cette défense.

1.2.3 Formation des observateurs

Le coordinateur rend compte en fin de mois de la participation des observateurs désignés dans son équipe et de leur aptitude à intégrer ou non la permanence pénale après avoir recueilli l'avis des intervenants auxquels l'observateur a été confié.

Il doit désigner au titre de la commission d'office les observateurs pour assurer la défense des intérêts d'un justiciable, et leur faire plaider au moins un dossier, en sa présence ou en la présence de l'intervenant, afin d'apprécier leur aptitude.

Il favorise l'intégration des observateurs au sein de la permanence pénale.

A cette fin, il associe l'observateur à ses démarches auprès des juridictions et des magistrats, lui rappelle les règles relatives à l'aide juridictionnelle et à la commission d'office.

Cette tâche de formation des observateurs peut être déléguée ponctuellement aux autres intervenants, lors notamment de la prise en charge de dossiers et de l'entretien avec le client, afin de permettre aux intervenants de donner toute information au coordinateur sur l'intégration ou non de l'observateur dans la permanence.

2. L'INTERVENANT

Tout intervenant s'engage à se former et à être disponible pour les besoins de la permanence les jours où il est désigné.

Il effectue une astreinte et doit être, à ce titre, immédiatement joignable ou avoir rappelé impérativement son coordinateur dans l'heure.

Il doit accomplir des interventions de qualité et développer un esprit d'équipe.

Un avocat peut participer chaque semestre à deux permanences palais, ainsi qu'à la permanence garde à vue.

Concernant la Permanence soins sans consentement, un avocat ne peut y intervenir que s'il n'intervient dans aucune autre permanence.

Tout intervenant ne peut effectuer qu'une seule permanence, en ce compris la garde à vue, par période de vingt-quatre heures, et ne peut s'inscrire, lorsqu'il est de permanence, sur une liste de renfort d'une autre permanence dans le même créneau horaire.

2.1 Désignation

L'intervenant est désigné sur une liste arrêtée chaque semestre par le Bâtonnier, après avoir recueilli l'avis de la commission pénale.

Les intervenants seront désignés soit de façon anticipée par les services de l'Ordre en charge de la permanence palais, soit par le coordinateur.

Il est rappelé qu'il n'existe pas de droit de suite au titre de la commission d'office entre la permanence garde à vue et la permanence palais.

2.2 Formation

L'intervenant est tenu de suivre, dans le cadre de la formation continue prévue par la loi, des sessions de formation particulière consacrées à la permanence de 6 heures par an au minimum sous réserve des accords spécifiques signés par l'Ordre.

Afin de faciliter cette obligation, des formations seront assurées par l'Ordre, l'EFACS, les syndicats, et les associations œuvrant dans des domaines spécifiques (défense des majeurs, des mineurs, des étrangers, intervention dans le cadre des soins sans consentement...).

Tout intervenant qui ne pourra justifier avoir accompli ces heures de formation pour l'année précédente pourra ne plus être désigné au titre de la permanence.

Il ne pourra la réintégrer qu'après avoir justifié de l'accomplissement des heures de formation manquantes.

2.3 Mission

Les intervenants disposent d'un droit de suite sur les désignations qui leur sont affectées.

Ainsi, la désignation devant le Juge d'instruction reste valable devant le Tribunal puis devant la Cour.

L'intervenant pourra également intervenir au titre de la commission d'office dans le cadre des procédures d'aménagement de peine.

Il fera alors sans tarder connaître son intervention auprès du Juge de l'Application des Peines.

Il appartient à tout intervenant de respecter son obligation de conseil en assistant au délibéré, afin d'éviter tout incident, d'expliquer la décision à son client et de le conseiller sur l'opportunité et les modalités de l'exercice d'un recours.

A défaut et dans l'hypothèse notamment où le client serait incarcéré, il appartient à l'intervenant de remplir ce même devoir de conseil en se rendant à la maison d'arrêt dans le délai de recours ou en lui adressant un courrier dans lequel il précisera le délai de recours, et les modalités d'exercice de ce recours (greffe de la maison d'arrêt s'il est détenu ou greffe de la juridiction s'il est libre).

L'intervenant est désigné personnellement. Il ne peut se faire substituer, sauf par le coordinateur si la désignation intervient dans la journée.

L'intervenant indisponible pour assurer son module de permanence pourra soit l'échanger avec un module d'un confrère intervenant au sein de la même permanence et dans le même semestre, soit le donner aux services de l'ordre en charge de la Permanence Pénale pour attribution en priorité aux intervenants inscrits sur la liste de renfort.

L'intervenant doit faire connaître aux services de l'Ordre en charge de la permanence son indisponibilité dans les meilleurs délais, et a minima 48 heures avant le jour de sa garde.

Pour ne pas rompre l'égalité des désignations, la permutation devra être effective.

A défaut, l'intervenant qui ne respecterait pas cette règle pourra être suspendu par le coordinateur ou le Président de la Commission Pénale jusqu'à son passage devant la Commission Pénale présidée par le Bâtonnier.

Procédure particulière applicable aux Confrères qui quittent le Barreau :

Si un intervenant de la permanence quitte le Barreau, il doit prévenir immédiatement le service de l'Ordre en charge de la permanence pénale.

Il devra lister les missions qu'il laisse en suspend et aviser le Bâtonnier et son délégataire de leur état d'avancement.

Le Bâtonnier désignera alors un intervenant pour le remplacer.

Il est rappelé que les désignations du Bâtonnier sont personnelles et ne peuvent faire l'objet d'une cessation à l'occasion de la cession d'un cabinet.

Nul intervenant désigné par le Bâtonnier ne saurait être substitué sans l'accord du Bâtonnier ou de son délégué.

Cas particulier de la demande de décharge de désignation :

En cas de difficulté, l'intervenant peut demander par courrier au Bâtonnier d'être déchargé de sa désignation d'office.

3. L'OBSERVATEUR

L'avocat souhaitant intervenir pour la première fois au titre de la permanence doit présenter sa candidature auprès du service de l'Ordre en charge de la permanence.

Il devra effectuer au minimum deux mois d'observation pour chaque permanence palais au sein de laquelle il souhaite intervenir.

Son intégration tiendra compte des heures de formation qu'il aura déjà effectuées dans le cadre de permanences spécifiques.

Il lui appartiendra de prendre attache avec le coordinateur de son équipe à chaque début de module et de se rendre disponible quotidiennement afin de rendre son observation effective, et ceci au même titre que les intervenants.

Il sera amené, à la demande du coordinateur, à plaider un dossier sous son contrôle ou celui de l'intervenant de la permanence auquel le coordinateur l'aura confié.

L'objectif est de préparer l'observateur à cette intervention.

A ce titre, il assistera aux différentes interventions du coordinateur et des différents intervenants.

L'observateur pourra être intégré, par décision du Bâtonnier ou de son délégataire, après consultation des deux avis concernant son intégration, le Bâtonnier n'étant pas lié par ces avis, même positifs.

4. RAPPORT AVEC LE CLIENT

Le client assisté au titre de la commission d'office doit bénéficier d'une défense complète et de qualité.

La permanence pénale assure également l'assistance des victimes.

L'avocat désigné dans ce cadre interviendra soit au titre de l'aide juridictionnelle si celle-ci y a droit sans pouvoir prétendre à une désignation au titre de la commission d'office, réservée aux seuls prévenus, soit en se faisant rémunérer.

L'avocat préalablement choisi par un justiciable et intervenant un jour où il est de permanence déposera une demande d'aide juridictionnelle à l'exclusion de tout formulaire de commission d'office.

Hormis les présentations (comparution immédiate, mise en examen au sortir d'une garde à vue et présentation au JLD), l'avocat désigné doit vérifier l'admissibilité du justiciable à l'aide juridictionnelle.

Il est libre de refuser d'intervenir pour un justiciable qui ne pouvant justifier être admissible à l'aide juridictionnelle refuserait de régler les honoraires sollicités.

Saisi toutefois à la dernière minute et sur désignation du Bâtonnier, l'avocat devra faire part de toute difficulté de cette nature au coordinateur qui s'efforcera de la régler, et en référera au Bâtonnier.

5. RAPPORT AVEC LES CONFRERES

Tout avocat de la permanence choisi par un client doit immédiatement avertir le confrère précédemment désigné dans le cadre de la permanence, et, à défaut, le coordinateur, et ceci afin d'éviter une charge de travail au confrère dessaisi.

Il veillera au désintéressement de son confrère.

Lorsque le mis en examen fait, après l'IPC et le débat contradictoire, choix d'un autre conseil, l'intervenant sera indemnisé au titre de l'aide juridictionnelle pour les missions spécifiques d'assistance à l'IPC et d'éventuel débat contradictoire.

Il en va de même devant le tribunal correctionnel, en cas de changement d'avocat après le débat contradictoire.

Il en va également de même lorsque l'avocat choisi n'aura pas été joint ou aura refusé d'intervenir.

En revanche et dès lors que des diligences non couvertes intégralement par une mission AJ auront été effectuées, l'intervenant interrogera le confrère qui lui succède et conviendra soit d'un partage de l'indemnité versée par l'Etat, sous réserve, en cas de désaccord, de l'arbitrage du Bâtonnier, soit fixera librement le montant de ses honoraires selon que le confrère lui succédant intervienne au titre de l'aide juridictionnelle ou non.

Dans ce dernier cas, l'intervenant adressera obligatoirement copie de sa facture à la commission pénale et l'avisera dès que celle-ci sera réglée.

La commission rendra compte deux fois par an au Bâtonnier du désintéressement des confrères intervenant au titre de la permanence pénale.

6. DESIGNATION EN MATIERE CRIMINELLE

Dans le cadre des informations criminelles, de même que devant la Cour d'assises, deux avocats sont désignés par le Bâtonnier dans le cadre de son imperium.

L'avocat qui perçoit l'indemnité en reverse immédiatement la moitié au confrère intervenant à ses côtés contre facture.

L'avocat ayant participé au titre de la permanence pénale à l'interrogatoire de première comparution est désigné pour la suite de l'instruction, sous réserve de l'impérum du Bâtonnier.

7. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE MINEURS

Intégration de la permanence pénale mineurs

L'avocat observateur ou intervenant doit avoir suivi une formation spécifique en matière de droit des mineurs et est tenu d'assister aux formations organisées par la Commission Pénale ou l'EFACS sur ce sujet.

Le coordinateur veillera tout particulièrement à ce que l'observateur permanence mineur puisse assister un intervenant dans les deux stades différents de la procédure pénale applicable pour les mineurs :

- lors de la mise en examen
- lors de l'audience de jugement d'un mineur en chambre du conseil ou devant le tribunal pour enfants

Il est précisé que doit être privilégié le principe selon lequel un mineur est assisté par le même avocat pour toutes les procédures le concernant (tant au pénal qu'au civil) et devant toutes les juridictions. Cet avocat dénommé « l'avocat habituel » de l'enfant intervient sous réserve d'un éventuel conflit d'intérêt ou de son indisponibilité.

Il est rappelé que l'avocat désigné au titre de la commission pénale, doit être présent à toutes les audiences où il sera convoqué.

8. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE ETRANGERS

Intégration de la permanence étrangers

L'avocat observateur ou intervenant doit avoir suivi une formation spécifique en matière de droit des étrangers et est tenu d'assister aux formations organisées par la Commission Pénale, l'EFACS, ou tout autre organisme formateur sur ce sujet.

L'intervenant de permanence intervient après désignation du coordinateur.

Il peut contacter l'association présente au centre de rétention administrative si cette dernière indique à la permanence qu'elle a des éléments spécifiques à communiquer à l'intervenant.

En tout état de cause, l'intervenant peut contacter cette association pour toute information utile à la défense de son client.

Afin d'assurer une défense efficace de l'étranger retenu, l'intervenant est désigné dès la première audience devant le tribunal administratif et intervient ensuite devant le juge des libertés et de la détention et devant le premier président de la Cour d'Appel.

Il informe son client de la possibilité de faire appel à l'issue du délibéré devant le juge des libertés et de la détention. Si le client manifeste sa volonté d'interjeter appel, l'intervenant se charge d'interjeter appel au nom de son client.

Lors de la seconde prolongation de rétention, l'intervenant ayant été désigné lors de la première prolongation est désigné par priorité. S'il n'est pas disponible, l'intervenant de permanence est désigné en son lieu et place.

Lorsque le dossier concernera un refus d'embarquement, une mesure d'éloignement, un refus de remettre aux autorités des justificatifs d'identité, le coordinateur désignera en priorité un avocat appartenant à la permanence étrangers.

9. SPECIFICITES DE LA PERMANENCE SANS CONSENTEMENT

Intégration de la Permanence Soins sans consentement

L'avocat souhaitant intégrer cette permanence devra le signaler au service de l'Ordre en charge de la permanence pénale et palais afin d'être inscrit en qualité d'observateur pour deux mois.

L'observateur devra assister aux audiences se tenant au sein de l'hôpital la Colombière et plaider au moins un dossier.

Il devra au préalable avoir suivi une formation en matière de soins sans consentement d'au moins six heures.

Obligation de Formation

L'intervenant doit avoir suivi une formation spécifique en matière de soins sans consentement et est tenu d'assister aux formations organisées par la Commission Pénale ou l'EFACS sur ce sujet, au moins deux heures par an.

Nombre d'intervenants

Il sera désigné deux avocats par audience.

Si toutefois l'Ordre des Avocats reçoit un nombre de dossiers supérieur à 12, il pourra être désigné un troisième intervenant sur la liste des avocats inscrits sur la permanence soins sans consentement.

Nature des interventions

L'avocat interviendra dans tous les domaines liés à l'hospitalisation sans consentement et aux soins sans consentement, tant devant le JLD à l'hôpital la Colombière que devant la Cour d'Appel.

Dans la mesure où les textes prévoient également la possibilité de désigner un avocat pour une personne devant comparaître devant le Juge des Tutelles, et en l'absence de permanence « tutelles », les avocats seront désignés parmi la liste des intervenants inscrits sur la permanence soins sans consentement.

Devoirs de l'Avocat lors de l'audience

L'avocat désigné pour assurer la défense des justiciables au sein de l'Hôpital de la Colombière prend connaissance des dossiers au plus tard la veille de l'audience, étant précisé

que ceux-ci lui sont transmis, décryptés, par les services de l'ordre des Avocats dès réception par le greffe.

Si des éléments nouveaux sont survenus depuis la transmission du dossier, le greffe les communique à l'Avocat avant l'audience.

Les audiences se tiennent par priorité les lundi, mercredi et vendredi à partir de 10 heures au Pavillon Euzières au sein de l'Hôpital de la Colombière à Montpellier.

L'Avocat est présent à l'Hôpital à partir de 9 heures, de manière à rencontrer sur place les justiciables en entretien individuel.

Si l'avocat souhaite venir avant 9 heures, il en informe l'établissement hospitalier au moins la veille en téléphonant au 04 67 33 99 36.

L'Avocat s'assure que la publicité des débats est assurée, notamment par le libre accès du public à la salle d'audience.

Dans la mesure du possible, l'avocat préserve les droits du justiciable en cause d'appel et soulève, dès la présentation du justiciable devant le Juge des Libertés et de la détention, les moyens de nullité qui se présentent, notamment en matière d'hospitalisation à la demande du préfet.

Si à l'audience, le personnel soignant informe l'avocat que le justiciable qu'il doit défendre a refusé de sortir de sa chambre ou qu'il a été jugé inapte à en sortir, l'avocat a la possibilité de demander à rencontrer le justiciable dans sa chambre afin de s'assurer notamment de son refus de comparaître. Dans tous les cas où le justiciable est absent, l'Avocat intervient à l'audience au soutien de ses intérêts.

En suite du délibéré, l'Avocat s'entretient avec le justiciable afin d'évoquer avec lui l'opportunité de faire appel, et lui expliquer les modalités d'appel : il est ici rappelé que le délai d'appel est de dix jours, il doit être motivé et adressé au greffe de la Cour d'Appel par tous moyens.

L'Avocat intervenu devant le JLD intervient devant la Cour d'Appel. En cas d'indisponibilité, il doit en informer aussitôt les services de l'ordre et le coordinateur présent ce jour-là afin qu'il soit pourvu à son remplacement.

Devoirs de l'Avocat envers les membres de la Permanence

L'Avocat qui obtient une ordonnance faisant droit à un moyen de nullité ou ordonnant la mainlevée de l'hospitalisation s'engage à la communiquer aux services de l'ordre en charge de la permanence aux fins de diffusion à l'ensemble des membres de la permanence.

10. PROCEDURE ADOPTEE EN CAS D'INOBSERVATION DU REGLEMENT

En cas de manquement aux dispositions du présent règlement, le Coordinateur informera le Bâtonnier et le Président de la Commission Pénale des difficultés rencontrées.

Le Président de la Commission Pénale pourra, en fonction de la gravité de l'incident, envoyer un courrier de rappel à l'ordre au confrère intervenant, avec copie pour information au Bâtonnier, ou saisir la Commission Pénale et en informera le Bâtonnier.

Le Bâtonnier, ou le Président de la Commission Pénale après accord du Batonnier, pourra décider de suspendre à titre provisoire l'intervenant ou l'observateur jusqu'à ce qu'une décision de la Commission Pénale, présidée par le Bâtonnier, ait donné son avis au Bâtonnier sur les suites qu'il pourra donner à cet incident.

Ce règlement est un document interne à la permanence pénale adopté par le Conseil de l'Ordre.

Nul autre ne saurait s'en prévaloir.